

LA PRÉSIDENTE TRUMP TELLE QU'ELLE EST PERÇUE : UN TOUR D'HORIZON

Par F. Bourrat, F. Dazi-Héni, É. Dignat, J.-V. Holeindre, S. Le Gouriellec, C. Marangé, M. Péron-Doise, LCL A. Planiol, P. Razoux, B. Sixdenier, A. Zima.

INTRODUCTION

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, en novembre 2016, est apparue comme une surprise électorale et politique. Ses conséquences internationales et stratégiques sont aujourd'hui difficiles à mesurer, tant la campagne a tourné essentiellement autour des questions intérieures. En revanche, on peut dire comment l'événement a été perçu, à la fois au sein de la nation américaine et dans le monde. Une telle interrogation permet de mesurer les différences de perceptions, qui reflètent à la fois les jeux d'alliance et la superposition des agendas en matière de politique étrangère et de défense.

Plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont ainsi uni leurs efforts pour faire partager leur expertise thématique et régionale. Ils se sont focalisés sur l'analyse des perceptions, suivant la perspective ouverte par le politiste Robert Jervis, auteur d'un ouvrage classique sur les perceptions¹, justes ou « faussées », dans les relations internationales. Sans être exhaustif, ce tour d'horizon permet, à l'heure où Donald Trump entre en fonction, d'éclairer les enjeux stratégiques soulevés par l'arrivée d'une nouvelle administration aux États-Unis.

¹ Robert Jervis, [Perception and Misperception in International Politics](#), Princeton University Press, 1976.

SOMMAIRE

États-Unis et armée américaine, Russie, Ukraine, Pologne, Maghreb et Moyen-Orient, Iran, Les monarchies du Golfe, Israël, Afrique subsaharienne, Asie Orientale, Amérique latine.

LES ÉTATS-UNIS ET L'ARMÉE AMÉRICAINE

Le candidat Donald Trump a annoncé, pendant la campagne, vouloir doter les États-Unis d'un outil militaire puissant¹, en augmentant les moyens des trois armées et des *Marines* de façon conséquente. Il entendait ainsi marquer une inflexion majeure par rapport à la politique de son prédécesseur Barack Obama, en mettant fin aux déflations en cours dans les armées. Il a promis à l'*US Army* de recruter 60 000 soldats d'active, ce qui la ferait passer de 480 000 à 540 000 membres, à la *Navy* 42 bâtiments supplémentaires, à l'*Air Force* l'achat de 100 avions de combat modernes et aux *Marines* une augmentation de 50 % du nombre de leurs bataillons, de 24 à 36.

Le temps des promesses électorales est aujourd'hui passé. Il sera donc intéressant de voir le passage des annonces à la réalité de l'exercice du pouvoir. Bien qu'étant le *Commander-in-chief*, le président, aux États-Unis, doit compter avec le Congrès. Celui-ci exerce son rôle de contre-pouvoir en définissant entre autres, par l'intermédiaire du vote du budget, la taille et l'organisation des forces armées ainsi que les programmes d'équipement.

Dans cette perspective, les annonces de Donald Trump soulèvent deux interrogations majeures. D'une part, alors que le *Department of Defense* s'efforce de réduire depuis plusieurs années des coûts en personnels qui ne cessent d'augmenter, sans parler des dérapages des grands programmes d'équipement, les mesures annoncées génèreraient un surcoût de 80 milliards de dollars par an. On parle bien ici d'augmenter la composante d'active des armées. À aucun moment le candidat n'a fait mention de la composante réserve qui est, depuis la fin de la Guerre froide, utilisée aux États-Unis comme réserve opérationnelle, avec l'avantage de coûter moins cher. En effet, un réserviste non activé coûterait quatre fois moins qu'un personnel d'active. Ces décisions impliqueraient donc de mettre fin aux plafonds de dépense mis en place par le Congrès avec le *Budget Control Act* de 2011.

D'autre part, il existe un décalage entre, d'un côté, le souhait manifesté d'être moins interventionniste et de laisser les alliés des États-Unis prendre leur part de responsabilités en ce qui concerne leur défense et, de l'autre côté, l'outil militaire que le futur président semble vouloir construire. Les annonces faites laissent à penser que les armées américaines seraient avant tout taillées pour les missions expéditionnaires, ce qui correspond davantage à une politique interventionniste.

Face à ces déclarations, le monde militaire reste prudent et sur la réserve². Aux États-Unis, les militaires en activité se tiennent traditionnellement éloignés des questions politiques. Si les militaires, notamment ceux exerçant des fonctions politico-militaires, doivent exprimer un sens politique, c'est-à-dire comprendre le fonctionnement de l'environnement dans lequel ils évoluent, ils doivent aussi, et avant tout, rester non partisans. Tout militaire d'active peut émettre des opinions, mais il doit aussi donner un soutien total à la politique du nouveau président. Comme le rappelait le chef d'état-major de l'*Air Force*, le Général Welsh, il y a quelques mois dans un entretien au *Time* : « *Our job is to support the commander-in-chief as much as we can, and whoever walks into the White House is going to get that support from all of us.* »

¹ Christopher P. Cavas et Joe Gould, "[Top Trump Military Advisers Detail GOP Candidate's Defense Plan](#)", *Defensenews.com*, 30 octobre 2016.

² Mark Thompson, "[What Does the Military Think of Donald Trump?](#)", *Time.com*, 15 juin 2016.

Les choses sont moins claires pour les militaires ayant quitté le service, en particulier les généraux. Le général Dempsey, ancien chef d'état-major des armées (*chairman of the Joint Chiefs of Staff*), rappelait il y a encore quelques mois, dans une lettre envoyée au *Washington Post*, la nécessité pour les officiers généraux à la retraite de garder une certaine distance avec la campagne présidentielle. Tous ne partagent visiblement pas cette opinion, plusieurs officiers généraux ayant ouvertement pris parti pour l'un ou l'autre candidat. L'un des plus fervents soutiens du candidat Trump, le Général Flynn, a d'ailleurs été nommé *National Security Adviser* du futur président.

À l'image d'une grande partie du pays, les membres du *Department of Defense* peuvent avoir été surpris par le choix que les électeurs américains ont fait pour leur prochain « commandant en chef ». Cependant, selon un sondage d'opinion mené au sein des forces armées avant l'élection, le candidat Trump, bien que générant quelques doutes sur sa capacité à incarner la fonction présidentielle, semblait néanmoins répondre, au travers de ses diverses propositions, aux aspirations de changement de politique réclamé au sein même du *Department of Defense*.

Par conséquent, les armées américaines semblent prêtes à travailler avec Donald Trump, et ce d'autant plus que ce dernier a choisi comme futur secrétaire à la Défense le général James Mattis. Celui-ci bénéficie d'une aura certaine au sein du *Department of Defense* pour ses qualités d'homme d'action et d'intellectuel. La question reste de savoir si le président sera en mesure de mettre en œuvre le programme du candidat. George W. Bush avait lui aussi été élu sur la promesse de mettre fin à l'interventionnisme des années Clinton pour se recentrer sur les problèmes de l'Amérique. C'était sans compter la rupture stratégique du 11 septembre 2001, qui l'incita à faire le contraire de ce qu'il avait annoncé et à engager les États-Unis dans l'un des plus longs conflits de l'histoire nationale.

RUSSIE

Pendant la campagne électorale américaine, la classe politique et les dirigeants russes ne tarissaient pas d'éloges sur le candidat républicain Donald Trump. Ils se sont vivement réjouis de sa victoire à l'élection présidentielle. Le vice-président de la Douma d'État, la chambre basse du parlement russe, a interrompu une séance pour « féliciter ses confrères de son élection », suscitant une salve d'applaudissements. Le président russe a été parmi les premiers dirigeants à congratuler Donald Trump après l'annonce de sa victoire. D'après le site du Kremlin, « dans son télégramme, Vladimir Poutine a exprimé qu'il espérait travailler de concert pour sortir les relations russo-américaines de la situation de crise, mais aussi pour résoudre des questions actuelles de l'agenda international et pour rechercher des réponses efficaces aux défis de l'insécurité globale ». Il a également fait savoir qu'il souhaitait que s'établisse entre Moscou et Washington « un dialogue constructif » fondé sur « les principes d'égalité, de respect mutuel et de prise en compte réelle des positions de chacun ».

Les propos du président russe ont été repris par de nombreuses personnalités politiques russes de premier plan. Le nouveau président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, a fait savoir qu'il espérait lui aussi l'établissement d'un dialogue constructif avec les États-Unis, ajoutant que le parlement russe, sur lequel il a la haute main, ne pourrait que « saluer et soutenir » toute initiative en ce sens. Il peut compter sur l'appui du parti présidentiel Russie Unie, qui détient la

majorité des voix, mais aussi sur celui des trois partis de l'opposition dite institutionnelle (c'est-à-dire sanctionnée par le pouvoir et loyale à son égard). Voyant sans doute en Donald Trump un semblable, le nationaliste Vladimir Jirinovski, chef du parti nationaliste et anti-américain LDPR, a même organisé un banquet à la Douma pour trinquer à sa victoire.

Le président Trump a les faveurs de la classe politique russe pour un ensemble de raisons. Tout d'abord, il bénéficie de l'effet de repoussoir exercé par la candidate démocrate Hillary Clinton qui était perçue à Moscou comme un « faucon interventionniste ». Elle y a la réputation d'être hostile à la Russie et favorable à la politique de « changement de régime », régulièrement dénoncée par Moscou. Il est vrai qu'elle a souvent émis de virulentes critiques à l'endroit du régime russe, et dénoncé les actions de la Russie en Ukraine et en Syrie. Ensuite, tout au long de la campagne, Trump s'est présenté en pourfendeur de la démocratie américaine et du libéralisme politique, apportant ainsi de l'eau au moulin de ceux qui, en Russie, s'inscrivent en faux contre les valeurs libérales et cherchent à dédouaner le régime russe des critiques qui lui sont adressées.

Enfin, Trump a pris le contrepied des positions de l'administration Obama et de la candidate démocrate sur la crise en Ukraine et sur l'appréciation de la menace russe. Il a notamment déclaré, à la fin du mois de juillet 2016, sur la chaîne ABC : « Mais, vous savez, le peuple de Crimée, d'après ce que j'ai entendu, préférerait être avec la Russie plutôt que là où il était. Et vous devez examiner ça aussi ». Bien qu'il soit par la suite revenu sur ses propos, les dirigeants russes en ont déduit qu'il pourrait reconnaître l'annexion de la Crimée et lever les sanctions américaines contre la Russie. Ils sont, de plus, convaincus que cela inciterait l'Union européenne (UE) à « faire de même le lendemain », comme le déclarait, au lendemain de l'élection présidentielle américaine, un haut responsable russe sur CNN.

En outre, si l'on en croit un rapport officiel³ du Bureau du Directeur du renseignement national des États-Unis, rendu public le 6 janvier 2017, le Kremlin a ordonné aux services secrets russes de mettre en œuvre une campagne de désinformation pour discréditer la candidate démocrate et influencer le résultat des élections américaines. À ce titre, il pouvait se réjouir d'avoir déjoué les pronostics et fait élire « son candidat ». Les agences de renseignement américaines ont officiellement confirmé le piratage des bases de données du Democratic National Committee et la divulgation d'emails de la candidate démocrate par des hackers russes pendant la campagne électorale.

Par ailleurs, d'après un mémorandum de deux pages, adjoint à un rapport de renseignement top secret remis au président Obama et au président élu Trump au début du mois de janvier 2017, les services secrets russes ont rassemblé au cours des dernières années des éléments compromettants contre ce dernier. L'existence supposée d'un dossier de « kompromat » (une pratique courante en Russie) a été révélée par Christopher Steele, un ancien espion britannique du MI-6. Bien introduit à Moscou et respecté dans le monde du renseignement, celui-ci a enquêté sur les relations de Trump avec la Russie pour le compte d'une agence de renseignement privée de Washington payée au départ par des concurrents à l'investiture républicaine. Dans ses rapports⁴, qui ont depuis été divulgués dans la presse, l'ancien agent fait état de témoignages édifiants sur l'existence de pratiques à caractère sexuel et sur les liens présumés de D. Trump avec

³ « [Intelligence Report on Russian Hacking](#) », *NYTimes.com*, 6 janvier 2017.

⁴ « [Trump Intelligence Allegations](#) », *Buzzfeed.com*, 11 janvier 2017.

des hommes d'affaires russes proches du pouvoir. Vivement démentis par le principal intéressé, ces éléments ont été jugés suffisamment crédibles et sérieux par le FBI et la CIA pour faire l'objet d'un rapport officiel.

Il est difficile de prévoir quelle sera la politique du nouveau président américain à l'égard de la Russie. À plusieurs reprises, il a fait savoir qu'il souhaitait améliorer les relations russo-américaines qui n'ont jamais été aussi mauvaises depuis la fin de la Guerre froide. Dans une interview publiée le 15 janvier 2017, il a laissé entendre qu'il espérait conclure avec Vladimir Poutine un accord sur la réduction des armes nucléaires qui pourrait contribuer à réduire les tensions et à lever les sanctions imposées à la Russie après l'annexion de la Crimée. Divers signes donnent à penser que le Kremlin souhaite aussi une réconciliation, mais à ses conditions. En attestent notamment des déclarations du président Poutine, la nouvelle *Conception de politique étrangère*⁵ qu'il a entérinée le 30 novembre 2016 ou encore le changement de ton des médias russes qui ne se livrent plus à des diatribes antiaméricaines.

Cependant, il y a lieu de penser que la lune de miel ne durera pas longtemps. Outre l'imprévisibilité du président Trump, son administration ne pourra pas répondre aux attentes du Kremlin qui entend être reconnu comme « une grande puissance d'égale importance » et établir un nouvel ordre mondial fondé, non plus sur des valeurs libérales, mais sur la reconnaissance et le partage de sphères d'influence. Enfin, si elle prenait des décisions jugées trop favorables à la Russie, elle pourrait se heurter à une levée de boucliers de la part des membres du Congrès, démocrates comme républicains. Depuis l'annexion de la Crimée, de nombreux élus républicains ont adopté des positions très critiques à l'égard des actions russes. Interrogé sur les accusations de piratage informatique qui faisaient alors l'objet de dénégations de la part de D. Trump, le sénateur républicain John McCain, président du Comité des forces armées du Sénat des États-Unis, a déclaré, le 12 décembre 2016 sur CNN, que les cyberattaques russes ne faisaient aucun doute à ses yeux. Il a précisé qu'il souhaitait qu'une commission d'enquête du Sénat soit mise sur pied pour établir les intentions exactes de la Russie et pour savoir si elle avait favorisé l'élection de Donald Trump.

UKRAINE

L'enthousiasme qui s'exprimait à Moscou après l'élection de Trump tranchait avec l'inquiétude qui dominait à Kiev. Nombreuses sont les personnalités politiques ukrainiennes à ne pas avoir ménagé leurs critiques à l'égard de Donald Trump pendant la campagne électorale. À la suite des déclarations intempestives du candidat sur la Crimée en juillet, le ministre ukrainien de l'Intérieur Arsen Avakov l'avait qualifié de « dangereux marginal », tandis que l'ancien premier ministre Arseni Iatseniouk l'avait accusé de défier « les valeurs du monde libre, le principe de civilisation et le droit international ».

Au-delà de la question de la Crimée, les dirigeants ukrainiens ont d'autres raisons de s'inquiéter des conséquences de cette élection pour leur pays. Ils ne sont pas sans savoir que le candidat avait demandé au parti républicain de supprimer de son programme l'appel à livrer des armes létales à Kiev. Ils peuvent craindre que la nouvelle administration américaine ne décide de revoir

⁵ [Указ Президента Российской Федерации от 30.11.2016 № 640 "Об утверждении Концепции внешней политики Российской Федерации"](#) (Décret du Président de la Fédération de Russie du 30.11.2016 n°640 « au sujet de la ratification de la Conception de politique étrangère de la Fédération de Russie »), 640, *Publication.pravo.gov.ru*, 30 novembre 2016.

à la baisse le soutien militaire et financier des États-Unis ou n'envisage de lever les sanctions contre la Russie. Après plusieurs heures d'atermoiement, le président Poroshenko a transmis ses félicitations au président élu, non pas directement, mais par l'intermédiaire de l'ambassadrice des États-Unis en Ukraine, Marie L. Yovanovitch, en poste depuis le mois d'août 2016. Le président ukrainien a ajouté qu'il espérait que son pays pourrait continuer à bénéficier du soutien des États-Unis dans deux domaines : le combat contre « l'agression russe » et la réalisation de réformes de grande ampleur.

La situation du président ukrainien est d'autant plus délicate que les autorités ukrainiennes ont, semble-t-il, tenté de déstabiliser la candidature de Donald Trump et d'intervenir dans la campagne américaine. À la fin du mois d'août 2016, Paul Manafort, le directeur de campagne de Donald Trump, a dû démissionner de ses fonctions à la suite de l'ouverture d'une instruction judiciaire à son encontre en Ukraine. Le bureau national anticorruption d'Ukraine, une structure mise sur pied grâce aux conseils de l'administration Obama, a exhumé des documents sur les comptes secrets du Parti des Régions du président déchu Viktor Ianoukovitch. Ceux-ci attestaient que Paul Manafort avait loué ses services de conseiller à Viktor Ianoukovitch pendant plus de dix ans pour un montant de 12,7 millions de dollars. D'après des sources russes non confirmées, cette affaire a été orchestrée par des députés de la Rada suprême, membres du parti proprésidentiel « Bloc de Piotr Poroshenko », en particulier par Sergueï Lechtchenko qui déclarait juste après ces révélations : « Le livre de compte du Parti des Régions a sauvé le monde. Manafort qui mangeait dans la main de Ianoukovitch part dans la honte. Je pense qu'après ce coup Trump ne pourra plus se remettre. »

L'Ukraine ne figure certainement pas au nombre des priorités du nouveau président qui, par ailleurs, fait preuve de plus de retenue dans ses propos depuis son élection. Il y a lieu de penser qu'elle devrait pâtir du résultat de l'élection présidentielle américaine. Comme le notait l'ambassadeur américain en Russie Michael McFaul sur Twitter juste après l'annonce de la victoire du candidat républicain, Kiev n'a plus d'autre choix que de s'atteler à mener à bien les réformes pour conserver le soutien de l'UE : « Biggest loser in the world tonight – Ukraine. Your only hope is to get really serious about reform and keep Euros supportive ».

Rox Tillerson, le PDG de la compagnie pétrolière et gazière ExxonMobil, devrait prendre la tête de la diplomatie américaine. Certains médias l'ont présenté comme un proche du président Poutine au motif que ce dernier lui avait remis une distinction honorifique en 2013. Lors de son audition au Sénat, le 11 janvier 2017, Tillerson a cherché à démentir les craintes exprimées lors de sa désignation, à savoir que ses relations personnelles ne puissent l'inciter à faire preuve de complaisance à l'égard des dirigeants russes. Non seulement il a affirmé que la Russie posait un danger que les alliés des États-Unis avaient raison de redouter, mais il a également estimé que la réponse occidentale après l'annexion de la Crimée avait été trop faible et que les États-Unis auraient dû livrer des armes défensives à l'Ukraine. Il s'est, en revanche, montré ambivalent à propos de la levée des sanctions, se disant favorable à leur maintien le temps d'étudier la situation. La nouvelle administration américaine devra se positionner rapidement à ce sujet puisque certaines sanctions expireront en mars 2017 si elles ne sont pas reconduites.

POLOGNE

Vue de Pologne, la victoire de Donald Trump a suscité également de l'inquiétude. Pourtant, le président américain élu partage une certaine proximité idéologique avec le gouvernement PiS actuellement au pouvoir qui a accueilli plutôt chaleureusement sa victoire. Mais cette proximité pourrait se briser sur des considérations de politique étrangère et de sécurité. Outre que le protectionnisme économique promu par Trump est jugé contraire aux intérêts polonais, sa volonté de s'entendre avec Vladimir Poutine fait craindre à certains, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski, un Yalta 2.0. De plus, de nombreuses déclarations de Donald Trump durant la campagne sont contraires aux intérêts de la Pologne car elles remettent en cause la garantie de l'article 5 de l'OTAN. Donald Trump a ainsi déclaré que l'OTAN est une alliance archaïque et coûteuse ou que les États-Unis ne devraient pas défendre des alliés considérés comme indéfendables, notamment les Baltes. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, au lendemain de l'élection, ont minoré ses propos en rappelant ce qu'il avait déclaré durant la campagne à la Polonia américaine, forte de plus de dix millions d'individus : que la Pologne était l'un des alliés les plus proches des États-Unis et qu'elle pourra toujours compter sur leur soutien vu qu'elle est l'un des rares pays de l'OTAN à contribuer à hauteur de 2% de son budget à la défense. Le ministre des Affaires étrangères espère que la remise en cause de l'article 5 n'était qu'un argument électoraliste et que Donald Trump adoptera une rhétorique plus conforme aux intérêts de l'OTAN et de la Pologne. De façon significative, le président polonais, dans sa lettre de félicitations à Donald Trump, a d'ailleurs mentionné l'engagement américain pris lors du sommet de l'OTAN à Varsovie de participer au renforcement du flanc est de l'Alliance.

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT

Dans cette zone, les réactions ont été, si on les compare à celles exprimées par exemple en Europe et en Russie, plutôt prudentes et en retrait. L'événement n'est pas réellement perçu ici comme un séisme politique et stratégique. La première explication réside dans le fait que la situation de tension et d'instabilité extrêmes que vit actuellement cette région accapare naturellement l'attention des acteurs de la vie publique et des opinions au détriment du reste de l'actualité. En outre, cette relative indifférence, en dépit de la personnalité tranchée du président et de ses déclarations tapageuses, traduit la défiance, sinon l'hostilité des opinions locales – Israël et Iran exceptés – vis-à-vis des États-Unis, ou tout au moins de leur politique dans la région, dont on n'attend en fin de compte rien de positif. À cela s'ajoute peut-être le sentiment que Washington, même s'il reste l'acteur extérieur dominant au Moyen-Orient, a vu son leadership considérablement entamé depuis l'intervention en Irak de 2003. Par conséquent son influence est amoindrie, quels que soient le profil et l'orientation de l'équipe dirigeante. Enfin, les dirigeants restent dans l'expectative, faute de visibilité immédiate sur ce que sera la politique moyen-orientale de la future administration, même s'ils tendent à relativiser les risques de remises à plat ou de ruptures dans les positionnements stratégiques américains.

Un sentiment domine toutefois au sein de plusieurs gouvernements du monde arabe (Algérie, Égypte, Syrie notamment), et relayé plus largement dans les opinions publiques arabes : une forme de soulagement de voir s'éloigner, avec la défaite d'Hillary Clinton, le risque d'un retour

à une diplomatie intrusive voire guerrière (inspirée par les concepts de diplomatie transformationnelle, de *nation building* voire de *regime change*), dont la candidate démocrate passait pour une ardente protagoniste. Même si les déclarations de Donald Trump restent pour le moins contradictoires concernant l'engagement militaire américain pour éliminer Daech et ses implantations territoriales, celui qui est présenté comme son conseiller pour le monde arabe, Walid Pharès, insiste sur le refus de s'engager à l'avenir dans des conflits au Moyen-Orient. Il considère nécessaire de laisser les pays de la région régler eux-mêmes leurs problèmes intérieurs (le cas de la Syrie est ici explicitement évoqué).

Dans le même ordre d'idée, les régimes et les acteurs les plus hostiles à l'islamisme politique⁶ pourront se satisfaire de voir cesser ce qui était considéré de la part de l'administration Obama, comme une complaisance voire un soutien à ce courant politique, là où il était ou avait été porté au pouvoir par des élections démocratiques. Ce sentiment n'est d'ailleurs pas seulement partagé par des pouvoirs autoritaires rétifs par nature aux pressions en faveur des droits de l'homme, mais aussi par une partie importante des opinions publiques désabusées par l'échec des transitions politiques induites par les Révolutions arabes. En fin de compte, ces opinions publiques ont réduit ces transitions à un complot orchestré en sous-main par les États-Unis dans le but d'affaiblir les États-nations arabes.

Concernant le conflit du Proche Orient, les positions tranchées de Donald Trump bien perçues par l'actuel gouvernement israélien dont la mésentente avec Barack Obama était notoire, ne changent pas grand-chose à la perception des Palestiniens et des pays arabes qui ne croient plus guère à un véritable réinvestissement américain sur un dossier en partie éclipsé par la crise syrienne. La promesse de transférer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, maintes fois affirmée par de précédentes administrations républicaines, mais jamais réalisée, pourrait cette fois se matérialiser sous l'influence de David Friedman, le nouvel ambassadeur américain en Israël, nommé par Donald Trump, alors que l'année 2017 est marquée par la commémoration de plusieurs événements historiques pour l'Etat juif : 1897 (création du Foyer juif en Palestine), 1917 (Déclaration Balfour), 1947 (vote de partage de la Palestine à l'ONU), 1967 (guerre des Six Jours) et 1977 (Accord de Camp David).

IRAN

Le dossier qui suscite le plus d'interrogations est celui de l'Iran, compte tenu de la volonté affirmée par le candidat Trump de revenir sur l'accord sur le nucléaire de juillet 2015. Le pouvoir iranien, par la voix de son président et de son ministre des Affaires étrangères, réputés pragmatiques, a réagi avec modération, cherchant à se persuader de la poursuite du soutien américain, éventuellement assorti de davantage de pressions, sur le processus en cours. Il convient néanmoins de préciser qu'un durcissement, voire une rupture décidée par Washington concernant ce dossier, ne serait pas sans satisfaire l'aile la plus radicale du régime islamique, qui y verrait là une justification de son hostilité vis-à-vis de tout rapprochement avec les États-Unis.

L'élection de Donald Trump suscite l'inquiétude en Iran, même si les Iraniens parient sur son pragmatisme, rappelant qu'il aurait à plusieurs reprises tenté de promouvoir la construction

⁶ En particulier en Égypte, en Algérie, en Tunisie ou aux Émirats Arabes Unis.

de casinos en Iran et qu'en bon businessman, il devrait être favorable à l'idée de négociation débouchant sur un deal gagnant-gagnant. Plus que la dénonciation de l'accord sur le nucléaire ou l'hypothèse d'une confrontation militaire, c'est la volonté de Donald Trump de maintenir bas les prix des hydrocarbures qui inquiète les Iraniens. La priorité absolue des Iraniens reste le développement économique et financier et la conclusion de partenariats industriels tous azimuts. De leur point de vue, la progression géométrique du tourisme – notamment européen – enregistré ces deux dernières années doit permettre d'y contribuer tout en apaisant les tensions vis-à-vis des Occidentaux. L'Iran ne souhaite en tout cas aucune confrontation militaire et n'entamera aucune hostilité directe, pas même avec Israël ou l'Arabie saoudite ; mais s'il est agressé ou qu'une guerre lui est imposée, Téhéran se battra et ripostera sans hésiter, y compris contre les États-Unis. Quoi qu'il en soit, le président Rohani a réaffirmé avec force que l'Iran respecterait les termes de l'accord sur le nucléaire, ne serait-ce que pour faire porter la responsabilité de son échec sur les États-Unis si ceux-ci venaient à le dénoncer effectivement. Le Guide suprême Ali Khamenei a pour sa part rappelé que l'Iran était prêt à faire face à toute éventualité en cas d'agression étrangère. Une chose reste certaine, l'approche retenue par la nouvelle administration américaine influencera l'élection présidentielle de mai 2017 en Iran. Un retour des États-Unis à une politique d'affrontement ne pourrait que favoriser la candidature d'une personnalité ultraconservatrice proche des Gardiens de la Révolution.

LES MONARCHIES DU GOLFE

Dans cette partie du monde, tout ce qui peut faire oublier l'administration Obama est accueilli avec satisfaction. En effet, celle-ci a inauguré le désengagement américain des conflits au Moyen-Orient et surtout esquissé un rapprochement avec l'Iran. Obama ne cachait pas son manque d'empathie pour cette région, notamment envers la monarchie saoudienne. Ainsi, le rejet viscéral par le président élu américain Donald Trump du régime iranien, sa diabolisation de l'islam radical et son rejet de l'islam politique convergent pour l'essentiel avec les inquiétudes des monarques du Golfe, Arabie saoudite et Émirats Arabes Unis (EAU) en tête⁷.

En endossant le rôle de fer de lance de la réaction face aux soulèvements arabes, le royaume saoudien et la fédération des EAU suivis des quatre autres pays membres du Conseil de Coopération du Golfe⁸ s'opposent à la bienveillance qu'observe l'administration Obama à l'égard du vent de changements qui souffle sur le monde arabe. A contrario, l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche renoue avec l'ordre ancien dominant le monde arabe : pouvoirs autoritaires militaire (l'Égypte d'al-Sissi) ou personnel (Turquie d'Erdogan), monarchies du Golfe inaugurant un interventionnisme militaire exacerbé par un discours sécuritaire et nationaliste nourri par une rhétorique anti-iranienne.

Les pays du Golfe souhaitent tirer profit de la volonté manifeste du président Trump de coopérer avec eux pour combattre ce qu'ils perçoivent comme les principaux maux de ce que les « Printemps arabes » ont engendré : légitimation de l'islam politique comme acteur clé dans les nouveaux rapports de force entre États et sociétés au Moyen-Orient et redoublement de la

⁷ À l'exception notable du Sultanat d'Oman qui ne partage pas l'hostilité ambiante à l'égard du voisin iranien.

⁸ Koweït, Bahreïn, Oman et Qatar.

violence politique djihadiste, laquelle tire parti de l'échec des processus de transition en Égypte, en Libye et au Yémen et du basculement vers la guerre civile en Syrie.

Cependant, le processus de désengagement américain de la région n'est pas remis en cause par le nouveau président. La banalisation de la donne énergétique du Golfe est renforcée sous l'orientation protectionniste américaine et sa volonté d'accroître la production des hydrocarbures non conventionnels américains. Ceux-ci concurrencent directement le cartel de l'OPEP et les pays hors OPEP comme la Russie, durement affectés par la baisse des prix du pétrole depuis octobre 2014. Pour finir, l'expectative reste de mise sur les modalités d'action concernant la volonté du président Trump d'en découdre avec Daech et Al-Qaida en Irak et en Syrie.

ISRAËL

L'élection de Donald Trump a suscité dans l'ensemble des réactions très positives, tout particulièrement de la part du Premier ministre Netanyahu et du ministre de la Défense russophone Avidor Liberman. Ils font valoir que le candidat Trump s'est prononcé pour les colonies, pour une négociation directe entre responsables politiques palestiniens et israéliens et pour le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, confirmant implicitement le caractère juif de la ville sainte disputée entre Israéliens et Palestiniens. Ils y voient l'opportunité de renoncer à la solution à deux États et font valoir que le candidat Trump a plusieurs fois affirmé qu'Israël resterait l'allié le plus proche des États-Unis au Moyen-Orient. Benjamin Netanyahu, détenteur d'un passeport américain, est en outre persuadé de pouvoir facilement manipuler – ou à défaut contrer – Donald Trump au Congrès, grâce à sa parfaite connaissance des rouages de la vie politique américaine, là où le nouvel hôte de la Maison-Blanche manque selon lui d'expérience.

D'autres voix dissonantes rappellent toutefois que le candidat Trump a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne serait pas l'otage des groupes de pression juifs à Washington et qu'il ne souhaitait pas que sa campagne soit financée par la communauté juive américaine. Elles pointent sa volonté de jouer un rôle d'intermédiaire décisif dans la résolution (financière ?) du conflit israélo-palestinien, ce qui est interprété par les milieux israéliens les plus radicaux comme un « abandon » de la cause sioniste que le transfert éventuel de l'ambassade américaine à Jérusalem serait censé « compenser ».

Ces mêmes voix craignent un scénario à la « Ronald Reagan » (un « Jacksonien » comme Trump et ses proches conseillers), dont le Secrétaire d'État James Baker s'était montré d'une fermeté exceptionnelle à l'égard d'Israël. Elles rappellent que Donald Trump est déterminé à exercer de réelles pressions sur les alliés traditionnels des États-Unis, y compris au Moyen-Orient, pour les contraindre à financer davantage eux-mêmes leur propre défense. Elles soulignent que son attachement à la cause juive date de la conversion de sa fille aînée Ivanka – sa plus proche conseillère – au judaïsme, lors de son mariage avec l'héritier d'une puissante famille juive new-yorkaise (Kushner) ayant fait fortune dans l'immobilier ; de fait, Donald Trump serait beaucoup plus attaché à la communauté juive new-yorkaise qu'à l'AIPAC ou qu'à Israël.

Ces voix critiques craignent enfin que sous des sourires bienveillants, Donald Trump se comporte en businessman cynique et pragmatique avec Benjamin Netanyahu sur le mode : « Je vous laisse tranquille et vous laissez faire ce que vous voulez, mais si vous vous retrouvez dans une

situation délicate du fait de vos propres erreurs, vous assumerez tout seuls ! ». Cette menace prendrait une résonance toute particulière en cas de déclenchement (toujours possible) d'une troisième Intifada provoquée par l'abandon officiel de la solution à deux États (encouragée par le vote de la Résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU) ou bien en cas de confrontation militaire régionale à la suite d'une escalade entre Israël, le Hezbollah, le Liban et l'Iran.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Si Donald Trump, comme Hillary Clinton, n'a que peu évoqué l'Afrique lors de la course à la Maison-Blanche, son élection surprise a suscité de nombreuses réactions sur le continent. La présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, a bien résumé le sentiment de doute qui s'empare de nombreux pays du continent : « Nous ne savons pas ce que la nouvelle politique américaine de l'Afrique sera sous l'administration Trump. Nous allons devoir attendre et voir. De toute évidence, nous sommes inquiets, mais nous devons lui donner juste le bénéfice du doute. »

Sur le plan économique, la présidence de Donald Trump ouvre une ère d'incertitudes. Nombre d'États africains espèrent que la nouvelle administration ne reviendra pas sur l'accord de libre-échange *African Growth Opportunities Act* (AGOA). Cette loi, adoptée en 2000, exempte de droits de douane un ensemble de produits en provenance d'une quarantaine de pays d'Afrique subsaharienne. Elle leur permet de bénéficier d'un accès préférentiel au marché américain. La non-réciprocité des préférences commerciales fait l'objet de critiques. Lors de sa campagne, Trump a assuré vouloir renégocier ce type de traité. Il a également affirmé vouloir se concentrer sur les États-Unis alors que ces derniers, à travers divers programmes d'aide⁹, injectent des millions de dollars chaque année pour financer des projets de développement à travers le continent africain.

Ces inquiétudes ne transparaissent toutefois pas dans les messages adressés au nouveau président. Le Ghanéen John Mahama a félicité le président élu sur Twitter tandis que le Sud-Africain Jacob Zuma a affirmé sa volonté de travailler avec la nouvelle administration afin de promouvoir « *la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde et surtout sur le continent* ». Bien que la politique économique vis-à-vis des pays du continent laisse beaucoup d'Africains sceptiques, Trump a démontré son pragmatisme dans les affaires. L'ancrage de plus en plus important de la Chine en Afrique ainsi que celle de la Turquie, ou des pays du Golfe, pourrait ainsi le pousser à développer davantage les liens économiques entre les États-Unis et les pays d'Afrique afin de contrer ces influences grandissantes.

Sur le plan sécuritaire et politique, son élection a été saluée par plusieurs pays en proie à des tensions internes. En effet, le programme peu interventionniste de Trump peut rassurer certains régimes. À cet égard, le Burundais Pierre Nkurunziza a été le premier président africain à féliciter Trump, quelques jours avant que la Fédération internationale des droits de l'homme ne lance une campagne sur les risques de génocide au Burundi. Il a été suivi par le Congolais Joseph Kabila. Alors que les relations entre l'administration Obama et Kabila s'étaient tendues suite au report des élections congolaises, ce dernier a réagi à la victoire de Trump en faisant part de « *sa disponibilité à œuvrer avec le président élu à l'affermissement des relations d'amitié* ».

⁹ Max Bearak et Lazaro Gamio, "[The U.S. foreign-aid budget, visualized](#)", *Washingtonpost.com*, 30 septembre 2016.

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis sont moins regardants quant à la nature démocratique de leurs alliés. Dans le cadre de la « Guerre globale contre le terrorisme », ces derniers privilégient les régimes stables en dépit de leur bilan en matière de bonne gouvernance et de respect des droits de l'homme. Ainsi, le renforcement des autoritarismes sur le continent s'explique, entre autres, par la diminution des efforts occidentaux de promotion de la démocratisation, notamment après l'échec irakien. Ainsi, la sécurité est devenue prioritaire sur la démocratisation dans la politique étrangère américaine.

Maya Kandel rappelait récemment¹⁰ que, dans la version la plus récente du document de stratégie nationale de sécurité « U.S. National Security Strategy » la plus récente - qui classe les régions du monde par ordre de priorité sécuritaire - l'Afrique arrive en avant-dernière position. Or, la lutte contre le terrorisme fait partie des préoccupations prioritaires des États-Unis, et l'évaluation de la menace concernant le continent africain est continuellement à la hausse. En août, Donald Trump déclarait¹¹ que la lutte contre l'islamisme radical et le djihadisme seraient les points centraux de sa politique étrangère : « *all actions should be oriented around this goal, and any country which shares this goal will be our ally.* » À cet égard, la Corne de l'Afrique est une priorité et devrait le rester, au vu de la progression du groupe Al-Shabab et de la menace qu'il représente pour la région. Les États-Unis y maintiennent une présence via leur base à Djibouti depuis 2001 et s'y intéressent depuis les attentats de 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam. Le continent africain devrait rester le laboratoire de l'approche indirecte (*Building Partner Capacity*¹²) qui consiste à s'appuyer sur des partenariats et sur la formation de forces locales puis s'étendre encore plus à des régions comme la Bande saharo-sahélienne. Néanmoins, la seule logique du contre-terrorisme et de la gestion de la menace, en ne s'intéressant pas aux problématiques locales, pourrait être catastrophique en termes de gouvernance et de développement.

Enfin, l'image du nouveau président a été entachée par des déclarations sur l'islam, les migrants et les réfugiés ou d'autres déclarations qui se sont avérées fausses¹³, mais qui ont entamé son capital crédibilité sur le continent. Pendant sa campagne, Trump a rejeté une politique étrangère reposant sur les valeurs et semble vouloir prendre le risque d'une marginalisation tout en affichant un objectif politique : « *Make America Great Again.* » Or, la réputation et l'image d'une puissance comptent autant que sa sécurité et sont une ressource à préserver. La puissance américaine joue sa crédibilité. Si elle renonce à assumer ses responsabilités, son rang international, qui exige l'initiative, pourrait être remis en cause.

ASIE ORIENTALE

Très généraliste dans ses propos sur sa future politique asiatique, Donald Trump a rapidement semé doutes et inquiétudes au Japon et à Séoul quant à la pérennité de l'engagement américain en Asie du Nord Est aux côtés de ces deux grands alliés. Le potentiel tropisme isolationniste du nouveau président a bien été relevé par la Chine dont la presse, à travers le très officiel *Global*

¹⁰ Christophe Châtelot, « [Maya Kandel : "Pour l'armée américaine, l'Afrique est un laboratoire de la lutte antiterroriste"](#) », *Lemond.fr*, 18 novembre 2016.

¹¹ Donald Trump, « [Understanding The Threat: Radical Islam And The Age Of Terror](#) », *Donaldrump.com*.

¹² Christopher Paul, Brian J. Gordon et al., « [A Building Partner Capacity Assessment Framework. Tracing Inputs, Outputs, Outcomes, Disrupters, and Workarounds](#) », Rand Corporation, 2015.

¹³ Lily Kuo et Yomi Kazeem, « [The Truth about What Donald Trump Has and Hasn't Said about Africans](#) », *Qz.com*, 12 novembre 2016.

Times, escompte une réduction de la présence militaire américaine dans l'ensemble de l'espace Asie-Pacifique. Pour autant, Pékin ne songe pas à s'en réjouir, car une Amérique en retrait ouvrirait la porte à un activisme japonais que l'administration de Shinzo Abe ne craindra pas d'endosser. Par ailleurs, le protectionnisme affiché par Donald Trump pourrait porter un coup non négligeable à la croissance chinoise. Enfin, l'évolution pressentie de la posture américaine vis-à-vis de Taiwan augure mal des futures relations Washington-Pékin.

Ainsi, le changement de cap que pourrait connaître la politique des États-Unis en Asie dérange tout autant la Chine que la Corée du Sud et le Japon. Il n'était pourtant pas acquis qu'Hillary Clinton, présidente pressentie par l'ensemble de l'Asie, conserve les grandes lignes du « Pivot » défini par l'administration Obama et qu'elle avait elle-même théorisé dans un article de la revue *Foreign Affairs* en 2011. Ultérieurement requalifiée de « rééquilibrage », cette stratégie visait à mobiliser l'ensemble des composantes de la diplomatie américaine, dont les moyens militaires, et à les redéployer en Asie. Elle mettait ainsi en avant le rôle de l'Amérique face à la montée en puissance économique et militaire de la Chine. Or, la Chine de Xi Jinping n'a cessé de multiplier les initiatives, tant au plan stratégique en mer de Chine du Sud qu'au plan politico-économique avec la création de la Banque asiatique pour les Investissements dans les Infrastructures (AIIB) et le lancement du projet pharaonique de constructions de routes, ports et voies ferrées « *one Belt one Road* » communément décrit comme une nouvelle « Route de la Soie ».

Face aux ambitions chinoises, la politique de contrepoids américaine n'a eu qu'un impact limité. Les patrouilles des unités de l'*US Navy (Freedom of Navigation's operations FONOPS)* dans les zones contestées de la mer de Chine du Sud n'ont pas dissuadé la Chine de poursuivre ses activités de remblaiement et de militarisation des îles Spratleys. A contrario, le jugement de la Cour Permanente d'Arbitrage de juillet 2016, invalidant les prétentions territoriales chinoises, a suscité un nouveau durcissement de Pékin. Au demeurant, cette attitude n'a pu qu'être facilitée par la prise de distance du nouveau président philippin par rapport à Washington et des attermolements propres à l'ASEAN. Sur un autre plan, la politique de « patience stratégique » adoptée par l'administration Obama vis-à-vis de la Corée du Nord s'est soldée par quatre essais nucléaires et le torpillage d'une frégate sud-coréenne par Pyongyang. Enfin, le projet phare de l'administration américaine sortante, le Traité transpacifique (TPP) qui devait ouvrir la plus vaste zone de libre-échange au monde, a connu un revers retentissant. Signé par onze pays, dont Singapour, le Vietnam et le Japon, il vient d'être publiquement désavoué par le nouveau président élu.

Dans ce contexte, les déclarations de Donald Trump, laissant entendre qu'il procéderait au retrait des troupes américaines stationnées au Japon et en Corée si ses pays n'acceptaient pas de payer une plus grande partie de leurs frais d'entretien, ont dérouté. De plus, l'invitation faite à ses deux alliés traditionnels d'envisager de se doter de l'arme nucléaire pour établir une parité avec la Corée du Nord a choqué tant leurs dirigeants que leurs opinions publiques respectives tout en déclenchant les alarmes à Pékin.

La thématique du « partage du fardeau » n'est cependant pas nouvelle entre Washington et ses alliés et fait l'objet de discussions récurrentes depuis des années. Au plan financier, chacun de ces deux pays supporte au moins la moitié des dépenses engendrées par la présence des militaires américains et de leur famille dans leurs pays. Cette dépense s'élève à 900 millions de dollars par an pour Séoul où stationnent 30 000 soldats américains et à plus de 2 milliards de

dollars par an pour Tokyo qui accueille 50 000 soldats américains, dont la moitié sur la presqu'île d'Okinawa.

Si un effort financier est envisageable par ces deux pays, c'est le partage stratégique du fardeau qui pose réellement problème et la nature de la garantie de sécurité apportée en retour par Washington. S'il semble improbable que les accords de sécurité entre les deux alliés historiques de Washington en Asie du Nord soient remis en cause, le positionnement de la nouvelle administration américaine face aux potentielles menaces militaires régionales fait débat. Au-delà d'un engagement de type conventionnel, la garantie nucléaire américaine est-elle toujours crédible ? Les propos de Donald Trump, alors candidat, tant sur la Chine que sur la Corée du Nord ont été perçus comme minorés, voire décorrélés de la perception que pouvaient en avoir Tokyo et Séoul. Au demeurant, si Tokyo, engagé depuis des années dans la mise en œuvre d'une posture de défense proactive, peut prétendre à un partenariat équilibré avec les forces américaines, il n'en est pas de même pour Séoul.

Avec l'adoption d'une politique de programmation militaire ambitieuse et le vote de nouvelles lois sur la sécurité en septembre 2015, l'administration Abe a su se donner les moyens militaires et politiques nécessaires à la protection de son territoire en cas de crise. Le Japon, soumis à la menace nucléaire et balistique nord-coréenne et à des intrusions répétées de la Chine dans ses eaux territoriales autour des îlots Senkaku, a publiquement fait état de sa résolution à riposter contre toute agression. Le pays vient en outre d'annoncer le futur déploiement de missiles *Patriot* dernière génération (SM 3). À l'inverse, l'autonomisation stratégique des forces armées sud-coréennes vis-à-vis de l'Alliance, tout comme les capacités nationales en cas de crise grave, restent limitées. La Corée du Sud a confié le contrôle opérationnel de ses troupes en temps de guerre aux États-Unis. Le transfert, prévu en 2012 puis en 2015 a été depuis indéfiniment reporté. Quels que soient les résultats envisageables d'un potentiel dialogue entre les États-Unis et la Corée du Nord, la réduction des troupes américaines présentes en Corée du Sud ne peut être qu'un processus graduel, par ailleurs largement conditionné par les concessions que Pyongyang pourrait être amené à faire. Pour l'instant, le projet de déploiement du système de défense antimissile américain *THAAD* (*Terminal High Altitude Air Defense*) sur le sol coréen n'a pas été démenti par l'administration républicaine prenante. Il n'est pas exclu qu'il fasse l'objet d'un intense marchandage triangulaire entre les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud dont Pyongyang pourrait faire les frais.

À ce stade, on ne perçoit pas comment le slogan trumpien, « *Make America great again* », peut s'incarner en Asie du Nord si des doutes, voire une crise de confiance venait à remettre en cause l'alliance de sécurité plus que cinquantenaire existant entre Washington, Séoul et Tokyo. Un découplage des priorités stratégiques se fait déjà jour entre les trois partenaires. Donald Trump voit avant tout la Chine comme un concurrent économique et pense ouvrir un dialogue sans préconditions avec la Corée du Nord. La Corée du Sud se sent en premier chef menacée par une Corée du Nord nucléaire à sa porte, mais est encline au compromis avec la Chine. Le Japon n'entend transiger ni sur la menace nord-coréenne ni sur la menace chinoise.

Sur cette base, va-t-on assister à une redéfinition tacite du « partage du fardeau » en Asie du Nord, Washington s'employant à contenir la puissance économique chinoise et Tokyo la puissance militaire ?

AMÉRIQUE LATINE

Par leur proximité géographique et leur influence récente dans l'histoire des États-Unis, le Mexique et Cuba font partie des pays qui ont focalisé l'attention de Donald Trump. Ce dernier a ainsi multiplié les déclarations explicites à l'encontre de ses voisins durant la campagne. Sa politique sera-t-elle conforme aux logorrhées de ses meetings ? Tous attendent les prochains signes.

Tous les regards se sont tournés vers le Mexique dès l'élection de Donald Trump, tant ce dernier avait pris soin de stigmatiser la population du pays et notamment les immigrants illégaux installés aux USA (six millions d'individus). Conséquence directe, le cours du peso et la bourse du pays ont plongé le jour même, signaux alarmants pour le troisième partenaire des États-Unis.

Le président mexicain Enrique Peña Nieto, qui avait maintenu des échanges avec les équipes du candidat républicain durant toute la campagne, a voulu se montrer rassurant lors de sa conférence de presse. Il a rappelé les liens étroits entre les deux pays : « Le Mexique et les États-Unis sont amis, partenaires et alliés. Ils doivent continuer de collaborer », « Nous avons convenu avec le président élu de nous réunir de préférence durant la période de transition pour définir avec clarté la direction que prendra la relation entre les deux pays. »

Pourtant, l'inquiétude demeure puisque Trump a rassemblé l'ensemble de la population contre lui par le biais de ses déclarations sur les migrants « violeurs et trafiquants de drogues » et « porteurs de maladies contagieuses ». L'élément le plus marquant reste les promesses d'expulser 11 millions d'immigrants illégaux et de construire un mur le long de la frontière en se basant sur une loi de 2006 autorisant l'établissement d'une « barrière physique ». En réponse, la ministre mexicaine des Affaires étrangères, Claudia Ruiz Massieu, a déclaré à la télévision qu'il n'était pas envisageable de financer une telle infrastructure. Consciente de l'enjeu, elle a par ailleurs demandé aux consulats mexicains de préparer des « plans d'assistance consulaire » et rappelé que son administration était prête à faire face à un retour massif d'immigrants. Le 6 décembre, Trump a finalement reconnu qu'il se résoudrait à demander une allocation de crédits au Congrès dès le mois d'avril prochain. Celle-ci aura pour but d'avancer les frais de construction du mur avant qu'ils ne soient remboursés par le Mexique.

Du point de vue économique, Mexico craint de ne plus pouvoir profiter des accords de libre-échange et fait partie des pays qui ont le plus à perdre : 80% des exportations mexicaines sont dirigées vers les États-Unis. C'est donc à juste titre que le directeur de la Banque centrale, Agustin Carstens, a parlé d'un « ouragan ». En réponse, Peña Nieto a récemment nommé Luis Videgaray comme chef de la diplomatie. Économiste formé au MIT, ce dernier n'a jamais caché sa proximité avec l'équipe du milliardaire – et notamment avec son gendre Jared Kushner – qui lui avait d'ailleurs valu d'être limogé en août dernier. Sa présence vise, de l'aveu même du président mexicain, à « accélérer le dialogue et les contacts avec la nouvelle administration ».

En ce qui concerne Cuba, le candidat Trump s'était rendu en Floride afin de visiter le musée de la « baie des Cochons ». Au départ favorable à un rapprochement avec Cuba, il a alors signifié qu'il s'opposait pour l'instant à la fin de l'embargo imposé depuis 54 ans. Comme il l'avait déclaré sur CNN en mars 2016, Trump a rappelé qu'il n'hésiterait pas à mettre à mal le rapprochement effectué par Barack Obama et Raul Castro si le pouvoir cubain ne répondait pas à certaines demandes – notamment en matière de libertés – et qu'il aiderait ceux qui combattent

l'« oppression communiste ». Trump est conscient que les engagements de l'ancien président américain reposent sur des ordonnances présidentielles qui peuvent être facilement annulées. Par ailleurs, la fin de l'embargo dépend du Congrès qui est aujourd'hui à majorité républicaine. Cette position défensive a séduit au sein de la population immigrée cubaine, principalement en Floride où Trump a remporté une majorité des suffrages.

De l'autre côté, si les réactions de la presse cubaine sont difficiles à recueillir, Raul Castro n'a pas tardé à s'exprimer. Tout en félicitant Trump, il a annoncé que des exercices militaires « stratégiques » seraient opérés prochainement dans l'éventualité d'une « nouvelle invasion ». Un rafraîchissement des relations est donc à prévoir et pourrait toucher le tourisme (les citoyens américains peuvent désormais se rendre à Cuba sans autorisation spéciale) comme le craignent de nombreux Cubains.

À l'annonce de la mort de Fidel Castro, Trump s'est montré très critique en parlant d'un « dictateur brutal qui a opprimé son peuple pendant près de six décennies ». Ces déclarations ont rencontré un vif accueil au sein d'une population marquée par le décès de leur leader politique.

L'Amérique du Sud constitue un angle mort de la politique étrangère de Donald Trump qui ne considère pas le continent comme la « chasse gardée » des États-Unis et s'en préoccupe peu. Ne possédant pas de véritable colonne vertébrale sur le sujet, sa politique à venir reste floue et devrait être caractérisée par un certain pragmatisme ainsi que par une volonté de conserver de la distance. En réaction, les pays concernés oscillent entre peur d'être abandonnés et doutes quant aux conséquences économiques.

La Colombie, alliée historique tant sur le plan militaire qu'économique, reste un pays clé pour les États-Unis qui y possèdent une de leurs ambassades les plus importantes. C'est donc tout naturellement que Juan Manuel Santos fut l'un des premiers présidents de la zone à réagir, félicitant le nouvel élu, mais restant, lui aussi, prudent sur le futur des relations entre les deux pays. Il est en effet presque impossible de retrouver une déclaration de Donald Trump sur la Colombie durant toute la campagne présidentielle. Personne dans le pays ne peut donc prévoir avec certitude les conséquences de son élection (processus de paix, lutte contre la drogue, développement économique).

Il semble donc que la Colombie – comme quasiment l'ensemble du continent – constitue un espace où le parti républicain aura une latitude importante pour influencer la politique du président. Or, comme le relaie la presse et notamment *El Espectador*, deux positions relativement distinctes s'expriment à l'intérieur du parti sur le dossier colombien. Certains insistent sur la nécessité de maintenir le libre commerce et la lutte contre la drogue et ne se montrent pas opposés aux négociations pour la paix. C'est le cas de John McCain par exemple. D'autres, menés par Marco Rubio, expriment leur forte réserve sur le processus de paix. Ces élus sont préoccupés par les négociations avec ceux qu'ils nomment « criminels » et par l'éventualité d'une impunité à leur encontre. Il s'agit finalement de la fracture très ancrée dans la société colombienne entre ouverture et fermeté que l'on retrouve ici. Elle rencontre un écho important dans chacun des camps, entre soutiens de Santos et d'Uribe.

L'enjeu réside alors dans l'influence respective des deux camps républicains et il semble que Marco Rubio pèse plus, tant en raison de ses rapprochements récents avec Donald Trump que

compte tenu du poids de la Floride dans l'élection de ce dernier. Une partie non négligeable de la population colombienne, et notamment des leaders du « Parti de la U », est inquiète.

Les États-Unis sont un partenaire économique important du Brésil puisqu'il s'agit du deuxième pays importateur de produits brésiliens après la Chine. C'est donc tout naturellement que les médias comme le journal *O Globo* se sont intéressés aux conséquences négatives possibles de l'élection de Donald Trump pour le pays. Là encore, les doutes se transforment en craintes.

Si le président Michel Temer a récemment affirmé qu'il avait la « certitude que rien ne va changer », les Brésiliens, en difficulté actuellement, sont sceptiques vis-à-vis des positions protectionnistes du nouveau président américain et envisagent un ralentissement des exportations. Selon la BBC, Trump aurait même placé, en 2015, le Brésil sur la liste des pays qui bénéficieraient de pratiques commerciales avantageuses au détriment des États-Unis.

Après avoir soutenu Hillary Clinton et traité son adversaire de « cinglé », Mauricio Macri fut le premier leader du continent à avoir appelé Trump après son élection. Il s'en est expliqué par un communiqué de presse en rappelant la relative proximité entre les deux hommes depuis les années 80. Le jeune Macri était alors parti à New York négociateur – au nom de son père, un riche promoteur immobilier – avec le businessman américain. En retour, ce dernier n'avait pas hésité à le soutenir vingt ans plus tard lorsque Macri brigua la mairie de Buenos Aires.

Ces liens inquiètent en Argentine et sont sujets de toutes les spéculations. Ainsi, *La Nacion* prétend connaître la teneur de la discussion entre les deux présidents et évoque un conflit d'intérêts. Selon le quotidien, Trump aurait demandé que l'on accélère la construction d'une tour à son nom à Buenos Aires. Malgré les démentis issus des deux camps, le projet est en tout cas bien réel.

Par ailleurs, en dépit de la proximité affichée entre deux hommes, le protectionnisme de Donald Trump n'est pas en phase avec la politique libérale de Macri et cela inquiète dans son parti « Propuesta Republicana ». Certains craignent que le peu d'intérêt que Trump porte à ce continent renforce le poids de la Chine, nouvel allié stratégique de l'Argentine. Macri prévoit pourtant une « embellie des relations » entre États-Uniens et Argentins qui se sont « engagés à établir un agenda commun de croissance ».